



HAL
open science

Vers un esprit européen ou national? Les attitudes des députés européens à l'égard du mandat européen, du Parlement européen et de l'Union européenne

Lucyna Derkacz

► To cite this version:

Lucyna Derkacz. Vers un esprit européen ou national? Les attitudes des députés européens à l'égard du mandat européen, du Parlement européen et de l'Union européenne. *Annales de l'Académie Polonaise des Sciences.* , 2012, 14, pp.1-21. hal-00699009v1

HAL Id: hal-00699009

<https://hal.science/hal-00699009v1>

Submitted on 30 May 2012 (v1), last revised 30 Sep 2012 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucyna DERKACZ

« Vers un esprit européen ou national ? Les attitudes des députés européens à l'égard du mandat européen, du Parlement européen et de l'Union européenne (à partir de l'exemple des eurodéputés polonais de la fin de la 6^{ème} législature) ».

La majorité des chercheurs ont observé, ou déduit, qu'une expérience acquise dans l'environnement européen a un impact pro-européen sur les attitudes politiques. C'est en tout cas l'idée soutenue par plusieurs théories, comme le néo-fonctionnalisme¹, le néo-institutionnalisme² et le constructivisme³, ainsi que par de nombreux chercheurs se focalisant sur la socialisation au Parlement européen⁴, la représentation de celui-ci⁵... Il existe cependant quelques travaux qui l'ont remise plus ou moins en question puisqu'ils l'ont jugée peu évidente voire même pas évidente du tout. Les premiers ont montré que si jamais des effets pro-européens apparaissent, ils découlent entre autres du parcours antérieur⁶. Les seconds ont constaté que ces effets résultent de la sélection et des intérêts stratégiques des acteurs⁷. Il faut aussi tenir compte de l'intergouvernementalisme libéral qui estime que les élites européennes effectuent leur travail en fonction d'un intérêt national et qu'elles n'ont donc pas vraiment de rôle individuel⁸.

Cet article s'intéresse à l'impact pro-européen sur les députés européens, ici les eurodéputés polonais de la 6^{ème} législature. Pour cela, il étudie leurs opinions (de cinquante élus sur cinquante-quatre⁹), recueillies personnellement au Parlement européen vers la fin de

¹ Voir entre autres : HAAS Ernst, *The Uniting of Europe: Political, Social and Economic Forces, 1950-1957*, 2^e édition, Stanford, Stanford University Press, 1968, p. 16.

² Par exemple : STONE SWEET Alec, SANDHOLTZ Wayne, « European Integration and Supranational Governance », *Journal of European Public Policy*, 1997, vol. 4, n° 3, p. 310.

³ CHECKEL Jeffrey, « Why Comply? Social Learning and European Identity Change », *International Organization*, 2001, vol. 55, n° 3, pp. 555-559...

⁴ Entre autres : COTTA Maurizio, « Direct Elections of the European Parliament: A Supranational Political Elite in the Making? », in REIF Karlheinz (dir.), *European Elections 1979/81 and 1984: Conclusions and Perspectives from Empirical Research*, Berlin, Quorum, 1984, p. 126.

⁵ Par exemple : KATZ Richard, WESSELS Bernhard, « Parliaments and Democracy in Europe in the Era of the Euro », in KATZ Richard, WESSELS Bernhard (dir.), *The European Parliament, the National Parliaments, and European Integration*, Oxford, Oxford University Press, 1999, pp. 231-247.

⁶ FRANKLIN Mark, SCARROW Susan, « Making Europeans? The Socializing Power of the European Parliament », in KATZ Richard, WESSELS Bernhard (dir.), *The European Parliament, the National Parliaments, and European Integration*, Oxford, Oxford University Press, 1999, pp. 58 et 54-55.

⁷ Par exemple : SCULLY Roger, *Becoming Europeans? Attitudes, Behaviour and Socialization in the European Parliament*, Oxford, Oxford University Press, 2005, pp. 130 et 137-138.

⁸ MORAVCSIK Andrew, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 5.

⁹ Jerzy Buzek, Bronisław Geremek, Janusz Lewandowski, Tadeusz Zwiefka, Adam Gierek, Dariusz Rosati, Jacek Saryusz-Wolski, Jan Olbrycht, Maciej Giertych, Zdzisław Podkański, Bogusław Liberadzki, Genowefa Grabowska, Marek Siwiec, Dariusz Grabowski, Paweł Piskorski, Janusz Onyszkiewicz, Jacek Protasiewicz, Ewa

leur premier mandat 2004-2009 et concernant le mandat européen (leur identification, leur position en cas de conflit d'intérêts et le degré de satisfaction de leur influence sur les travaux parlementaires), le Parlement européen (son pouvoir et ses aspects à changer) et l'Union européenne (son avenir). Cette étude permet de connaître la direction, européenne ou nationale, dans laquelle ces élus se sont orientés. Toute tendance pro-européenne peut s'y révéler dans leur identification importante avec l'UE, à des degrés élevés de satisfaction de leur influence sur le PE et de son fonctionnement, ainsi que dans leurs attitudes favorables à l'accroissement de son pouvoir et leur vision positive sur l'avenir de l'UE.

Qui ou que représentent les députés européens ?

Afin de bien étudier l'impact pro-européen, il faut tout d'abord découvrir ce que les Polonais pensaient représenter : l'UE, leur pays et/ou leur circonscription. L'analyse détaillée des entretiens montre qu'ils étaient très divisés sur ce sujet.

Les Polonais ne sont pas en tout cas vraiment venus au PE en tant que représentants de leur circonscription car l'identité régionale n'existe pas en Pologne. Au PE, elle se manifestait seulement quand d'autres régions européennes entraient en jeu : « Même si je représente toutes les nations de tous les États membres, je me sens plus proche de ma circonscription que des Açores par exemple » (4)¹⁰. Il est alors impossible d'y représenter les intérêts de plus de quatre cent cinquante millions d'Européens au même degré. Même si l'identité régionale y apparaissait, elle n'était pas très forte « comme par exemple dans le cas de l'Allemagne car les régions [polonaises] sont beaucoup plus faibles traditionnellement et politiquement » (42). Alors, « aucun député polonais ne dira par exemple qu'il est d'abord *Ślązak* et seulement ensuite Polonais, que l'intérêt de sa circonscription passe avant celui de la Pologne » (22).

Les Polonais représentaient en fait un intérêt plus général. Ceux qui ont placé la Pologne en tête (presque la moitié des euro-enthousiastes, environ la moitié des euro-réalistes et tous les eurosceptiques) se sont référés à l'identité de chacun car « l'identité nationale se situe toujours en première position » (49), « chacun est d'abord Polonais et ensuite Européen, d'abord Français et ensuite Européen » (10), « on ne peut pas être un bon Européen sans avoir

Tomaszewska, Zbigniew Kuźmiuk, Filip Kaczmarek, Grażyna Staniszevska, Leopold Rutowicz, Józef Piniór, Czesław Siekierski, Wojciech Roszkowski, Mieczysław Janowski, Janusz Wojciechowski, Wiesław Kuc, Bogdan Golik, Konrad Szymański, Marcin Libicki, Zbigniew Zaleski, Małgorzata Handzlik, Andrzej Szejna, Sylwester Chruszcz, Marek Czarnecki, Adam Bielan, Ryszard Czarnecki, Urszula Gacek, Hanna Foltyn-Kubicka, Bogusław Sonik, Bogusław Rogalski, Andrzej Zapałowski, Bernard Wojciechowski, Witold Tomczak, Zdzisław Chmielewski, Stanisław Jałowiecki, Lidia Geringer de Oedenberg, Mirosław Piotrowski et Jan Masiel.

¹⁰ Conformément à l'engagement pris de garder l'anonymat des Polonais, les extraits d'entretiens sont référencés, dans l'ensemble de l'article, par un numéro. Cinquante numéros correspondent aux cinquante eurodéputés.

été auparavant un patriote national » (37)... C'étaient les eurosceptiques qui y faisaient le plus de remarques. La première concernait le côté attitudinal : « Il faut faire en sorte que l'Europe s'intègre, surtout après les expériences difficiles vécues par la Pologne (état de guerre...). [...] Mais cela ne doit pas être imposé du point de vue idéologique » (15). La seconde a abordé le côté social : « Je m'identifie aussi à l'Europe des États. L'Union devrait être une organisation coopérant sur un plan commercial, économique, sans entrer dans les domaines de la vie sociale qui sont traditionnels pour les États nationaux » (9). Surtout un eurosceptique était méfiant vis-à-vis de l'idée européenne : « Je représente la Pologne et je m'intéresse à son intérêt. [...] Je suis Polonais et, de ce fait, je suis pro-européen. Je ne suis pas contre l'Europe, je veux seulement la défendre contre la tentative de casser sa colonne vertébrale. On ne peut pas faire d'elle un pays fédéral. C'est une idée allemande. L'Allemagne était un groupe de petits pays qui s'est réuni en République Fédérale et qui a une structure fédérale : il y a un gouvernement fédéral et des Länder. Elle veut imposer cette structure à toute l'Europe. Mais cela ne va pas. L'Europe se compose d'États qui sont la propriété de nations, de nations fières, qui ont leur identité, leur langue, leur littérature, leurs traditions, leur histoire, leurs amours et leurs haines, leur vision du monde. Faire d'eux les États Unis de l'Europe, c'est-à-dire l'Union Fédérale de l'Europe, ne marchera pas à long terme. Cet essai existe depuis mille ans dans l'esprit allemand. [...] Les gouvernements changent, les générations passent, et cette idée de soumettre toute l'Europe à l'Allemagne existe toujours » (3).

Pourtant, un peu plus de la moitié des euro-enthousiastes et quelques euro-réalistes ont placé leur pays au même niveau que l'UE. Les premiers l'ont fait surtout parce qu'« il n'y a pas de contradiction » (47) car la Pologne est « la partie importante de l'Europe et qu'elle fonctionne dans sa culture et sa civilisation depuis plus de mille ans » (2). D'ailleurs, « même si un eurodéputé est élu dans un pays, il devrait penser au bonheur de toute la communauté européenne, ce qui n'efface pas l'identité nationale » (44). Il peut envisager un avenir prometteur dans l'UE en restant un bon patriote : « Je suis né il y a très longtemps et je me souviens de la Seconde Guerre Mondiale... De ce fait, je n'avais jamais de doute sur mon devoir envers mon État et le fait qu'il soit libre et ait la chance de bien prospérer. Par ailleurs, il est naturel, et ce n'était jamais une contradiction pour moi, que je sois lié à l'Europe. Je crois que l'Union européenne est la plus importante perspective de la participation polonaise » (41). Et les deux identités cohabitent : « Si un eurodéputé est en dehors de l'Europe, il s'identifie avec l'Europe. En Europe, il s'identifie avant tout avec l'endroit d'où il vient, c'est-à-dire avec la Pologne » (47). L'identification avec l'UE pendant les délégations interparlementaires paraît logique. En effet, un élu partant par exemple en Asie ne peut pas

représenter son pays. Il n'est d'ailleurs pas obligé de partir en délégation pour se considérer comme un représentant de l'UE. Il lui suffit de « travailler sur les dossiers concernant l'Europe, en tant que continent, en tant qu'Union, vis-à-vis des autres continents, des autres puissances, des États-Unis, de la Chine, de la Russie » (30). A peu près les mêmes explications sont observables chez certains euro-réalistes. Selon eux, l'UE et la Pologne ne sont pas des entités contradictoires parce que de toute façon « chaque Européen a sa nationalité » (29). De plus, ces deux entités ont beaucoup d'intérêts en commun car « si l'on lutte pour la sécurité alimentaire au Parlement européen, on lutte pour la sécurité alimentaire et de l'Union et de la Pologne » (26), « si l'on [y] vote, on vote non seulement pour la Pologne mais aussi pour les îles grecques, l'Irlande, l'Italie... » (8).

Les Polonais qui ont en revanche placé l'UE à la première place étaient curieusement tous euro-réalistes. L'un d'entre eux a expliqué qu'« un eurodéputé doit penser aux intérêts de tous car il n'y a aucune autre institution au-dessus de lui ; [...] la représentation du pays appartient à l'État, en tant que député polonais » (25). On ne peut pas en déduire que cet élu se sentait très proche de l'UE. Cela dit, il s'est engagé au PE. Trois autres députés n'ont par contre pas commenté leur réponse, si ce n'est qu'il est important d'y être plus ouvert. Le dernier a en revanche donné plus de précisions : « Je pense ici aux Pères de l'Europe. On apprend cette européanité. Moi aussi. Mes expériences diverses, entre autres au Sénat polonais, montrent qu'il faut toujours regarder plus largement. Il faut en même temps que je précise que même si je place l'Union en première position, je n'y accepte pas tout. Je pense au traité de Lisbonne, [...] aux valeurs chrétiennes » (14). L'européanisation est donc un processus long qui débute (bien) avant l'arrivée au PE et qui n'atteint pas toutes les attitudes pendant un seul mandat.

Position en cas de conflit entre les intérêts polonais et communautaires

Même si nous savons ce que les Polonais pensaient représenter, il est tout aussi important de voir quelle position ils prenaient d'habitude en cas de conflit d'intérêts. Ils n'ont pas tous apporté la même réponse qu'auparavant. Les attitudes de certains d'entre eux semblent donc ne pas avoir été les mêmes dans la vie quotidienne qu'en cas de conflit d'intérêts.

Seuls trois élus (deux euro-enthousiastes, qui avaient situé la représentation de la Pologne au même titre que celle de l'UE, et un euro-réaliste, qui avait été fidèle à l'UE) y étaient partisans d'un intérêt européen. Même si les euro-enthousiastes ont situé ici l'UE en tête ils ont néanmoins réaffirmé qu'un conflit d'intérêts est impossible. En effet, « l'intérêt

polonais est l'intérêt de l'Europe. [...] [Et] si l'Europe y gagne, la Pologne aussi » (30). De plus, « l'Europe n'est hostile à aucun État de l'Union. Il n'est pas possible non plus qu'un intérêt polonais soit en contradiction avec celui de l'Union en tant qu'unité » (33). Ce raisonnement n'a toutefois pas été partagé par l'euro-réaliste, bien qu'il fût favorable à l'UE : « Soit on accepte certaines règles et s'y conforme soit quelqu'un invente ses règles et, dans ce cas-là, on ne parle pas d'Union. [...] Je choisis l'intérêt de l'Union, quoiqu'il ne coïncide pas toujours avec celui de la Pologne » (16).

Il faut également y ajouter huit autres euro-enthousiastes qui étaient plutôt toujours favorables à un intérêt européen (ils avaient précédemment déclaré représenter aussi bien la Pologne que l'UE). D'après eux, un conflit entre les deux intérêts n'était pas encore apparu ou n'apparaissait que très rarement. Cela dit, si cette situation avait lieu et si la direction du groupe ne voulait pas changer d'avis, ils seraient plutôt en faveur de l'UE.

En revanche, pour encore six autres euro-enthousiastes et trois euro-réalistes (la plupart d'entre eux avaient déclaré représenter la Pologne) un tel choix représentait un dilemme. En effet, il s'agissait d'« une question très compliquée et difficile au Parlement européen » (24), à laquelle il n'était pas possible de répondre facilement car les décisions dépendaient toujours du sujet. Il fallait par exemple se demander si celui-ci était important ou non : « Il y a des moments où le sujet est très important pour la Pologne et l'on défend l'intérêt national. [...] Il arrive également qu'il ne soit pas crucial de souligner sa particularité et l'on est avec le groupe parlementaire » (1). Il était notamment nécessaire de savoir où il y avait un profit à long terme : « si un intérêt européen est plus important, s'il l'est à long terme, il est prioritaire ; il peut être désavantageux pour la Pologne à court terme mais finalement être avantageux pour elle à long terme » (14). De plus, il s'avérait indispensable de regarder si un conflit existait réellement car « il peut parfois arriver que quelque chose paraisse être l'intérêt de la Pologne et non de l'Union et, finalement, être également l'intérêt de l'Union » (28). Il fallait enfin faire des sacrifices parce que l'on ne peut pas se contenter de prendre sans rien donner (42). Cependant l'UE l'emportait le plus souvent quand il s'agissait de « l'intérêt de l'humanité » (35). En tout cas, un tel conflit n'était pas rare.

On peut noter une attitude un peu différente dans le cas de cinq autres Polonais (quatre euro-enthousiastes et un euro-réaliste), dont deux qui avaient déclaré représenter à la fois la Pologne et l'UE et trois qui avaient placé la Pologne en premier. Ils étaient conscients qu'un conflit d'intérêts avait lieu au PE, bien qu'« heureusement pas très fréquemment » (4). S'il se présentait, un intérêt national était malgré tout supérieur : « Un tel conflit arrive parce que l'intérêt de l'État est tout de même plus important. J'essaye bien-sûr d'éviter des questions de

ce type mais elles ne sont pas évitables. Si je choisis l'intérêt de la Pologne, c'est cependant uniquement dans des situations-clés pour la Pologne. Je sais en même temps que l'intérêt de l'Union est aussi important car cet intérêt veut dire que tout le monde y gagne et pas seulement un seul État » (45).

Une situation bien divergente apparaît en revanche dans le cas des élus restants (la moitié de l'élite) car ils ont tous choisi sans hésitation l'intérêt polonais. Ils étaient rarement euro-enthousiastes, contrairement aux euro-réalistes et avant tout aux eurosceptiques (parmi eux, deux avaient déclaré représenter l'UE, six l'avaient placée sur le même plan que la Pologne). Les euro-enthousiastes étaient favorables à un intérêt polonais car « chacun a son origine » (41) et, de toute façon, « rien n'arrivait à l'Europe » (12), dans le cas d'un conflit, quand ils défendaient l'intérêt polonais. Chaque État membre défend en fait le sien : « Je ne sais pas si cela vient du fait que l'on est au Parlement européen depuis peu. Je ne pense pas car par exemple les Français réagissent pareil, les Allemands aussi. Il n'y a donc pas de complexes ici » (7). La dernière explication a été aussi notée par les euro-réalistes et les eurosceptiques. L'un d'entre eux a d'ailleurs conclu que c'est une « règle de fer » au PE (10). Cette règle a même été par ailleurs (parfois) acquise sur place : « Pendant le travail au Parlement européen je me suis rendu compte que je dois articuler des raisons polonaises » (23). Ceci étant, les élus ci-dessus étaient conscients qu'un conflit avait lieu, contrairement à certains euro-réalistes et eurosceptiques ne voyant pas réellement d'intérêt européen. L'un d'entre eux a essayé d'en trouver un exemple mais en vain : « J'ai vraiment de gros doutes sur l'existence d'un intérêt commun européen. Où peut-il apparaître ? [...] Il y a des milliers d'intérêts, très opposés parfois » (34). Un autre a clairement conclu qu'un tel intérêt n'existe pas : « Il n'y a pas de conflit. Il est artificiellement créé par des nationalistes allemands et français car ils veulent lancer un intérêt allemand et français. D'après eux, est pro-européen celui qui soutient leur intérêt national. [...] Chacun soutient l'intérêt de son État et c'est de cette façon que s'accumulent les intérêts des États dans une collision concurrente et que se crée un intérêt européen » (29). Un intérêt européen n'existe pas car « l'Union est la conséquence des intérêts des États membres. Ce sont ces États qui l'ont créée. Et les différences d'intérêt se créent entre eux. L'Union est tout simplement un champ de confrontation de ces intérêts » (50). L'identification nationale y a en tout cas résisté à la communautaire.

Influence sur les travaux du Parlement européen ?

Les analyses précédentes ont démontré que les eurodéputés polonais étaient très partagés sur leur identification, notamment en cas de conflit d'intérêts, bien que la Pologne fût cependant le plus souvent placée en tête. Il faut maintenant découvrir comment ils jugeaient leur impact sur les travaux au PE.

Aucun Polonais n'était pleinement content de son impact sur le PE. Cela dit, la plupart (la majorité des euro-enthousiastes, un peu plus de la moitié des euro-réalistes et une minorité d'euro-sceptiques) avait au moins un jugement plutôt positif à cet égard. Selon ces élus, leur influence se manifestait ne serait-ce que par le fait qu'ils étaient nombreux, dont environ la moitié faisait partie des groupes importants et certains avaient de bons postes¹¹, qu'ils communiquaient entre eux et qu'ils savaient défendre leurs droits. Certes, ils savaient que cette influence était « parfois petite et parfois gigantesque » (32). Or, elle existait bien. C'était un point très positif car « tous les nouveaux États membres étaient au début traités comme de seconde catégorie » (14). La situation s'est alors améliorée et certains ont fini par croire qu'ils pouvaient eux aussi « créer la politique européenne dans plusieurs domaines » et qu'ils n'étaient « plus obligés d'être les objets de cette politique mais les sujets » (23).

Des impressions un peu différentes ont été en revanche ressenties par six autres élus (un euro-enthousiaste, trois euro-réalistes et deux euro-sceptiques). D'après eux, cette influence était trop faible « par rapport à la position de la Pologne, notamment du point de vue démographique dans l'Union » (50), et « par rapport à l'impact des problèmes » (34). Elle était « encore minime dans des domaines très importants comme par exemple l'économie » (13). Elle existait par ailleurs seulement sur quelques points : « Certes, grâce à la coopération de tous les Polonais sur la question des camps en Pologne nous avons montré à nos collègues d'autres pays que nous pouvons défendre l'image de notre pays. Or, il nous a manqué cette solidarité par exemple dans la question concernant le nombre futur de places pour la Pologne au Parlement européen » (22). Même si les Polonais n'ont pas eu assez d'impact, ce n'était tout de même pas tout à fait de leur faute : « Nous avons été derrière le rideau de fer pendant cinquante ans. Nous ne comprenons pas les Britanniques, les Français ou les Espagnols, et l'inverse. Nous communiquons parfois 'comme un sourd avec un aveugle'. Et ce n'est pas du

¹¹ Certes, le député Geremek n'a pas été élu président en 2004. Or, l'élite polonaise a obtenu trois postes sur vingt dans le directoire (deux vice-présidents et un questeur). Il faut y ajouter les postes dans les commissions (deux présidents et quatre vice-présidents) et les délégations (deux présidents). Au début de la seconde moitié du mandat, l'équipe polonaise a obtenu deux postes de vice-présidents du PE, huit postes dans les commissions (deux de présidents et six de vice-présidents), un poste dans les sous-commissions (de vice-président) et un poste dans les délégations (de président). Il est cependant important de noter qu'aucun Polonais n'a été représenté à la Conférence des présidents, ce qui montre un impact assez faible sur le processus décisionnel du PE.

tout de la mauvaise volonté de leur part ou de la nôtre. Ils ne nous comprennent pas et nous ne les comprenons pas » (24). Le manque de compréhension entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest semble alors avoir été à l'origine de cette déficience.

Un impact moindre encore a été ressenti par le reste des élus (quatre euro-enthousiastes, deux euro-réalistes et quatre eurosceptiques). Selon eux, leur efficacité était en fait bien en dessous de leur capacité. Ils étaient cependant conscients que cette situation était liée à l'assimilation par laquelle tout le monde était obligé de passer : « Nous apprenions jusqu'à présent ce que nous pouvions faire, où menaient chaque résolution et chaque débat, ce qui était important et moins important, si une action avait un impact sur la politique ou non... Les anciens savaient déjà tout cela » (15). Ils savaient aussi qu'il est en général très difficile au début d'apporter une nouveauté car « tout continue à se dérouler selon de vieilles, bonnes règles, établies il y a déjà bien longtemps » (10). Même s'ils n'ont ressenti que très peu d'impact, ils l'ont tout de même remarqué, surtout dans les domaines traditionnels de la politique polonaise, comme par exemple dans la politique orientale. Celle-ci était cependant évidente comme étaient par exemple évidentes « des relations entre les eurodéputés de la Péninsule Ibérique et l'Amérique du Sud » (42). D'ailleurs, même si l'Espagne a le même nombre d'élus, « elle se trouve au-dessus de son potentiel, contrairement à la représentation polonaise » (7). L'influence des Polonais restait alors « limitée et certaines réussites étaient tout simplement des signes singuliers » (35). Un élu a par ailleurs essayé, sans résultat, de trouver d'autres domaines dans lesquels les Polonais auraient eu un impact réel : « Après les élections de nos vice-présidents en 2007, nous avons commenté entre nous les tâches prioritaires qui leur ont été attribuées. Parmi elles, figurait par exemple l'indication des lieux où on peut fumer au Parlement européen ! » (21). Les eurodéputés ci-dessus continuaient donc à se sentir objets et non sujets du jeu politique. Ceux qui ont vraiment pris conscience de leur influence étaient « ceux à qui il semblait en avoir eu une » (26).

Cela dit, les Polonais étaient conscients d'avoir eu un impact, bien que collectif et non individuel, du moins dans certains domaines, en particulier concernant les politiques orientale et historique, un peu moins sur la directive Bolkestein, les relations transatlantiques (l'attitude à l'égard de l'OTAN) et les politiques budgétaire, énergétique, climatique, scientifique, agricole... Ils ont de plus souvent articulé leur influence sur la qualité du PE puisque depuis leur arrivée celui-ci « a changé un peu son image » (28) car ils y ont apporté « un autre point de vue » (1), souvent plus libéral que social, « une autre expérience, une autre approche concernant de nombreuses questions » (24), y compris sur l'UE... Ils ont enfin pensé à leur impact sur l'image de la Pologne, malgré des hauts et des bas. Ce pays était au début « peu

connu, seulement de réputation, parfois par la propagande » (5). De plus, son adhésion à l'UE a fait du bruit, ce en raison de négociations longues, de tensions avec la France et l'Allemagne sur la guerre en Irak et de l'échec du sommet de Bruxelles sur la Constitution européenne (le gouvernement polonais avait critiqué le calcul de la majorité qualifiée au Conseil et l'absence de référence à la chrétienté dans le préambule). Ce pays avait donc une réputation de « partenaire difficile qui pense et qui agit de façon égoïste » (7). Cette image s'est d'abord améliorée et ce grâce au bon niveau des Polonais car il s'agissait d'une élite composée entre autres d'un Premier ministre et de nombreux anciens ministres, députés et sénateurs, ayant « un niveau meilleur que la moyenne » (8), « une grande expérience politique » (46), « de vastes connaissances, une volonté de travailler » (19), « des valeurs semblables » (33)... Un côté positif était aussi la candidature de Bronisław Geremek au poste de président du PE. Le résultat négatif était certes à prédire car Geremek était de l'ADLE et la coalition se faisait entre le PPE-DE et le PSE, mais « sa façon d'être et de faire la campagne a tout de suite promu la délégation polonaise » (49). Un autre très bon moment fut la révolution orange en Ukraine puisqu'« il semblait que la Pologne jouerait un rôle important car elle sait comment parler avec ses voisins de l'Est » (24). Un tel engagement était une surprise parce que « les députés de l'Europe des Quinze pensaient que les Polonais observeraient d'abord le travail au PE, étant donné que c'était leur premier mandat, et donc qu'ils ne se mettraient pas tout de suite au travail » (43), « qu'ils vagabonderaient d'abord sans bruit, qu'ils suivraient avec humilité leurs collègues plus expérimentés et plus grands, qu'ils rejoindraient des coalitions... » (34), « qu'ils ne voudraient pas insister sur leurs points de vue et qu'ils se montreraient plus influençables » (27). La Pologne n'était en tout cas plus considérée comme un pays « auquel il fallait faire attention car il était imprévisible mais auquel il fallait faire attention car il avait quelque chose à dire et cela valait la peine de l'entendre » (49). Cette ambiance ne dura pas longtemps suite à plusieurs *happenings* de quelques députés de la liste de la LPR qui « voulaient tout bloquer, faire du bruit, crier » (43), à « l'entrée des Kaczyński avec Lepper et Giertych au gouvernement et leurs actions bizarres et complètement incompréhensibles » (4)... Une telle image affligeante de la scène nationale n'a pas été cependant transposée par les élites européennes sur tous les élus polonais. Les Polonais ont finalement amélioré cette image grâce à leurs « positions claires » (7) sur plusieurs sujets. En tout cas, leur présence au PE était l'occasion d'être en contact direct avec les autres eurodéputés car « la présence renverse les stéréotypes » (47). Ils ont donc pu montrer « qui ils sont en vérité ou qui ils ne sont pas » (27). C'était le moment « d'expliquer de nombreux malentendus et de se rapprocher » (45).

Position sur le pouvoir du Parlement européen

Maintenant que l'on sait que les Polonais n'étaient pas (pleinement) contents de leur impact sur le PE, il faut se demander ce qu'ils pensaient du pouvoir de cette institution. Même si celle-ci en avait nettement plus pendant la sixième législature que cinquante ans auparavant, elle n'avait toujours pas de véritable initiative législative, ses pouvoirs budgétaires étaient limités, la codécision s'appliquait à un nombre étroit de domaines et l'impact sur la politique de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne était réduit.

La majorité des Polonais (88%) étaient favorables à l'augmentation du rôle du PE. Cela dit, parmi eux, « seuls » 60% (la plupart des euro-enthousiastes et presque la moitié des euro-réalistes) la voulaient pleinement. Les euro-enthousiastes souhaitaient beaucoup plus de pouvoir car c'est une institution très importante, élue lors des élections directes, où la démographie est prise en compte, et qui veut aussi renforcer l'UE. C'est d'ailleurs quelque part l'unique institution où le personnel politique maintient un contact régulier avec son pays : « Tous les députés rentrent le jeudi soir ou le vendredi matin dans toutes les régions de l'Europe, même dans celles les plus éloignées comme la Laponie, les îles autour de la Grèce... Ils rentrent au Parlement européen trois jours plus tard. On peut à tout moment leur poser des questions détaillées sur des événements et des inquiétudes dans leurs pays, qui n'intéressent pas forcément les médias, car ils sont tout bonnement assis juste à côté pendant les sessions ou les réunions, ils ont leurs bureaux situés quelques mètres plus loin... On sait donc dans quelle direction il faut aller pour améliorer l'Union européenne. Il n'y a pas d'autres endroits de ce type en Europe » (45). Les arguments des euro-réalistes étaient par contre légèrement différents. L'un d'entre eux a par exemple noté que le faible pouvoir du PE implique automatiquement le faible rôle de ses députés. Et pourtant, c'est une institution « où travaillent de nombreux anciens premiers ministres, ministres, parlementaires nationaux, sénateurs, qui perdent pour le moment leur temps » (13). C'était aussi en quelque sorte l'avis d'un autre euro-réaliste qui a de plus souligné l'idée de l'augmentation du pouvoir du PE par rapport aux autres institutions européennes : « L'influence des parlementaires sur les actions de la Commission et du Conseil est minime, même dans les zones où les décisions ne sont pas prises sans le Parlement. La décision finale concernant le budget, surtout sa taille, appartient pratiquement au Conseil. Parfois, les deux institutions font des gestes envers le Parlement mais ils sont tous limités. J'ose donc dire que nous jouons ici un rôle plutôt décoratif. [...] Étant donné que nous ne sommes pas sûrs du futur impact de nos opinions, est-ce que notre

motivation sera assez grande ? » (19). Il faudrait alors « transférer tout le centre de gravité de l'Union vers le Parlement » (48). Ce serait en tout cas une bonne solution pour « donner un sens positif à une approche bureaucratique souvent représentée par la Commission » (23).

Quatorze autres élus (quelques rares euro-enthousiastes, presque la moitié des euro-réalistes et la moitié des eurosceptiques) étaient certes partisans de l'accroissement du pouvoir mais pas trop. Les euro-enthousiastes ont noté que ce pouvoir était insuffisant mais seulement par rapport au pouvoir de la Commission et du Conseil. En effet, « l'initiative législative est entre les mains de la Commission. Le Parlement peut uniquement exprimer son souhait envers elle. Il contrôle en quelque sorte son action [de la CE] mais il ne contrôle pas celle du Conseil. En ce sens, il faudrait donner plus de pouvoir au Parlement. Mais il faut faire attention car l'Union est un ensemble d'États indépendants, souverains » (24). Ce souhait a été aussi exprimé par les euro-réalistes. Cela ne veut pas pour autant dire d'après eux que le pouvoir du PE devrait être supérieur à celui des autres institutions : « Le Parlement est l'une des trois institutions et aucune d'entre elles ne devrait se faire davantage de place que les autres » (34). Autrement dit, « il faut prendre soin de l'institution [...] et l'améliorer, mais il faut également considérer les limites de ses compétences, à quoi elle sert » (8). Certains ont d'ailleurs précisé que « le Parlement européen devrait s'occuper des dossiers qui ne peuvent pas être résolus au niveau national » (35). Ceci étant, une légère augmentation du pouvoir était souhaitée, d'autant plus qu'elle « serait dans l'intérêt des citoyens » (50). Curieusement, un tel souhait a même été exprimé par certains eurosceptiques. Ils souhaitaient non seulement plus de poids dans le triangle institutionnel mais aussi plus d'autonomie : « Si le Parlement ne peut même pas décider de son propre siège, bien que la majorité des députés ne veuillent pas de deux sièges, étant donné que la décision appartient au Conseil, c'est la limitation totale de son pouvoir. Il n'a pas non plus d'initiative législative. On travaille sur des directives sur lesquelles on ne peut pas vraiment exercer d'influence. On fait des modifications mais elles ne sont pas forcément prises en compte » (40). Ce dernier point était particulièrement dérangeant. Un élu a d'ailleurs précisé qu'« il n'est pas possible que la plupart des eurodéputés s'expriment positivement sur un dossier et que la Commission et le Conseil disent ensuite 'non' » (9). Les eurosceptiques préféreraient en fait que le PE « ait tout de même un pouvoir législatif, sauf dans la politique étrangère et, de ce fait, dans la politique de défense » (10), surtout pour ce qui est des questions économiques et des droits de l'homme (40). Lesdits élus voulaient donc un peu plus de pouvoir mais avec certaines limites ou concernant des questions bien précises.

En revanche, les élus restants (deux euro-réalistes et quatre eurosceptiques) voulaient diminuer nettement le pouvoir du PE. D'après eux, il n'est pas bon « de reprendre aux États leurs compétences, c'est-à-dire leurs attributs d'indépendance » (17), « d'essayer de transformer les États en un 'super-État' » (21), « de dégrader les gouvernements et les parlements nationaux ; au contraire, il faut augmenter leurs pouvoirs afin qu'ils réunissent leurs efforts et ce seulement dans les domaines où ils ont des intérêts communs » (26). Autrement dit, « la direction est mauvaise. Nous sommes sortis de l'esclavage de Moscou et nous cherchons maintenant un sauveur à l'Ouest. Nous oublions nos souverainetés, liberté et indépendance. Le centre décisif n'est plus notre Varsovie mais Bruxelles. On nous reprend nos attributs de souveraineté, comme le parlement, le gouvernement, la juridiction... » (6). Deux élus ont même souligné l'inutilité du PE. Le premier a émis son avis dans un sens plus large : « Je suis l'ennemi de la réalisation du chemin de l'Union. Je trouve ses structures inutiles. De plus, elles freinent inutilement de nombreux processus positifs pour les nations (22). Le second s'est davantage focalisé sur le PE : « Je dissoudrais ce Parlement, je n'ai pas l'intention de le réformer » (3). Ces six eurodéputés ont en tout cas exprimé leur objection à l'égard de la tentative de transfert du pouvoir des parlements nationaux au niveau européen parce que cela aurait automatiquement des effets néfastes sur ces parlements.

Changements à apporter au Parlement européen

L'on sait que la plupart des Polonais étaient partisans d'accorder au PE (un peu) plus de pouvoir. Il est temps de se demander si cet aspect était le seul à améliorer ou s'il y en avait encore d'autres. L'analyse des entretiens montre la diversité des opinions.

La plupart des élus, et ce de toutes les orientations politiques, avaient tout d'abord des sentiments confus pour ce qui est des actes législatifs du PE. Ils ne les ont malgré tout pas critiqués dans leur totalité. Ils ont tout simplement remis en cause entre autres ceux qui ne répondaient pas entièrement aux attentes, comme la directive Bolkestein insuffisamment libérale, la perspective budgétaire 2007-2013 trop modeste, la politique orientale trop lente... Ils ont surtout contesté ceux qui étaient inutiles, sans signification pratique, à caractère de propagande, montrant trop grande ingérence sur la moralité, résultant parfois plus de la nécessité de l'existence politique, de certaines ambitions politiques ou d'opinions personnelles, comme dans le cas de la forme des concombres¹², de celle des rétroviseurs des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, de la taille des trous dans les mailles des filets

¹² Voici la phrase qui a suscité la moquerie : « Les concombres doivent être bien formés et pratiquement droits (hauteur maximale de l'arc : 10 millimètres pour 10 centimètres de longueur du concombre) ».

destinés à la pêche... Ils ont néanmoins souligné que « certains de ces actes n'étaient pas stupides » (27), qu'« ils étaient sûrement très importants pour les branches auxquelles ils appartenaient » (16), mais qu'« ils faisaient tout simplement perdre du temps au Parlement européen étant donné que ce n'est pas ce forum » (14). Un euro-enthousiaste a par ailleurs noté que « de tels actes ne sont malgré tout pas surprenants puisque les eurodéputés travaillent sur leur petit nuage et qu'il n'y a personne pour les faire revenir sur terre » (32). Les actes devraient être en général moins nombreux mais plus rapides, profonds, transparents et nécessaires.

Un sujet en particulier gênait certains Polonais : les droits de l'homme. Ces députés n'ont cependant pas remis en question leur importance car ils savaient que « les documents du Parlement sur ce sujet sont parfois les seuls sur lesquels les pays tiers peuvent s'appuyer et les seuls qui condamnent les escrocs. A partir de là, ceux-ci n'ont plus la vie si facile car ils savent avoir été condamnés par la société internationale » (43). Seulement, ces élus se sentaient « écrasés par leur responsabilité envers le monde entier car dès que quelque chose s'y passe le Parlement européen pense qu'il doit prendre position. Cela prend beaucoup de temps et d'énergie qui font alors défaut pour les questions au sujet desquelles le Parlement doit se prononcer et sur lesquelles il a une influence. [...] L'influence de la résolution du Parlement européen sur les pays tiers est souvent nulle » (49). Un eurodéputé s'est par ailleurs demandé « si, dans les États membres, les droits de l'homme dans le monde attirent vraiment l'attention des citoyens » (15). De plus, un autre a manifesté de violents reproches à l'égard de « l'Union européenne [qui] constate la violation des droits de l'homme chez ses voisins mais [...] ne la voit pas chez elle. Si l'on défend les droits de l'homme au travail, la dignité..., si l'on lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, comment cela se fait-il que certains États de l'Europe des Quinze maintiennent leur marché du travail toujours fermé aux nouveaux États et créent artificiellement des camps de travail au noir, à la fasciste ? [il est concrètement question des camps de travail forcé, démantelés dans le sud de l'Italie le 17 juillet 2006]. Comment cela se fait-il que l'on entende toujours parler du commerce des femmes et des enfants, de la prostitution forcée... sur le territoire de l'Union ? » (26). De toute façon, les droits de l'homme étaient un sujet qui intéressait seulement une minorité d'élus : « Le problème est que la plupart des eurodéputés partent de Strasbourg dès le jeudi après-midi. Or, d'un côté, on dit à quel point la démocratie et les droits de l'homme sont importants pour cette institution européenne et, de l'autre, on est seulement soixante-dix ou quatre-vingt à se prononcer à ce sujet » (4). Il existait donc un certain décalage entre les objectifs du PE et ceux de ses élus.

Le côté négatif des actes législatifs a été surtout souligné par la moitié des eurosceptiques. L'un d'entre eux s'est penché sur leur inutilité : « La plupart d'entre eux sont inutiles. Ce n'est que l'opinion du Parlement. Je me rappelle des résolutions telles que le rôle et la signification des cirques de l'Union, la forme des rétroviseurs dans les tracteurs forestiers [...] Bientôt, il faudra créer une commission spéciale pour lacer les chaussures, et ce séparément pour la chaussure droite et pour la chaussure gauche » (21). Un autre a justifié son point de vue en citant deux directives : « La directive européenne sur l'organisation de la vie dans l'écurie précise que les courants d'air ne peuvent pas y être supérieurs à X kilomètres par seconde. Et c'est la directive européenne qui est connue dans le monde entier. Bien sûr, chaque agriculteur s'en moque car il sait comment s'occuper du cheval de son écurie et il n'a pas besoin de directives de Bruxelles. Une autre directive est celle concernant les oiseaux. Elle précise comment protéger les cigognes. D'après elle, un tracteur ne doit pas faire de bruit autour d'un endroit où ces oiseaux se trouvent. La Pologne a beaucoup plus de cigognes que les autres pays de l'Union européenne et ces oiseaux ont souvent leurs nids sur la grange dans laquelle le tracteur se trouve. Même si le tracteur quitte la grange tous les jours les cigognes n'en ont pas peur. Les exemples de telles directives sont multiples » (3). Il apparaît ainsi que certains actes législatifs du PE étaient vraiment superflus.

Le débat politique devrait être également amélioré (d'après sept euro-enthousiastes, six euro-réalistes et deux eurosceptiques). Il n'a pas été réellement apprécié car il est « peu réel » (41), « trop peu naturel pour une démocratie » (14), « peu spontané suite à la présentation d'exposés très courts, allant de plus à vrai dire tout simplement au protocole » (28), « peu profond, trop discipliné, ne permettant pas une réflexion publique plus longue » (35), « trop politiquement correct, n'offensant personne » (42), « sans réaction car le président ne donne pas forcément la possibilité de s'exprimer ou d'apporter un commentaire » (15), « sans disputes car la voix décisive appartient au PPE-DE et au PSE » (10) ... Il est d'ailleurs « assez difficile d'y prendre la parole car il faut déclarer une telle volonté au groupe parlementaire, sans parler des limitations de temps » (4). Ce n'est pas « cohérent avec le Parlement européen dont la fonction principale est étymologiquement de parler » (16).

Il faudrait aussi, d'après plusieurs élus de trois orientations européennes, résoudre la question des sièges du PE car il s'agit d'un investissement illogique. Par exemple, « le transport de tous les documents pose un problème. Il manque toujours quelque chose. Par ailleurs, beaucoup de députés louent des appartements à Bruxelles et doivent de plus payer un hôtel à Strasbourg quand ils y sont » (3). Il importe aussi d'y ajouter « une perte de temps et d'énergie car il faut deux heures pour préparer les coffres du simple fait que le bureau

déménagement à Strasbourg ; il faut d'ailleurs une journée pour y aller et une journée pour en revenir parce que l'accès y est très difficile, même par avion » (47). Il est notamment nécessaire de savoir que « le bâtiment est occupé seulement pendant quatre ou cinq jours par mois » (11) et que « tout cela coûte environ deux cents millions d'euros par an » (14)¹³. Ce gaspillage « compromet les institutions communautaires car il est difficile d'expliquer aux citoyens européens qu'ils doivent payer deux cents millions d'euros par an tout simplement parce qu'il est impossible d'arriver à un compromis avec certains États membres, y compris la France, sur un seul siège, au nom d'un symbole » (50). Les Polonais comprenaient très bien que c'est un grand symbole de réconciliation franco-allemande. Ils ne comprenaient pas en revanche « pourquoi cinquante ans après la guerre il doit coûter à tous les États deux cents millions d'euros par an » (19). La question des sièges est de toute façon un aspect qui n'est pas près d'être résolu car « il faut encore beaucoup de temps pour que l'on atteigne un tel niveau d'ouverture où l'on réagirait communément, sans penser à nos pays » (16).

Il serait notamment important, selon six euro-enthousiastes, deux euro-réalistes et un eurosceptique, de réformer le calendrier parlementaire. Une solution idéale serait de rallonger la semaine de travail au PE car « le travail entre le lundi et le vendredi y permettrait de gagner une semaine entière par mois pour celui dans les circonscriptions » (1), ce qui améliorerait le contact avec les collectivités locales, régionales... Il faudrait en même temps « modifier les règles concernant le salaire de la diète car, pour le moment, le travail dans les circonscriptions n'est pas du tout pris en compte. Afin d'obtenir cette diète journalière, il faut tout simplement être dans l'enceinte du Parlement européen et signer la liste. Alors, que fait un eurodéputé moyen ? Il reste tout le temps au Parlement européen » (24). Il peut donc bel et bien exister un décalage entre ce qu'un élu fait et ce qu'il voudrait faire.

D'après deux euro-réalistes et trois eurosceptiques, le PE devrait être aussi davantage démocratique. Les mécanismes démocratiques devraient en fait y avoir « une priorité sur les règles politico-bureaucratiques du niveau du directoire du Parlement ou des représentants des groupes » (18). Ils devraient être également insérés « dans le traitement des parlementaires car ce qui s'est [...] passé à Strasbourg lors de la signature de la Charte des Droits Fondamentaux était inacceptable. Cela confirme tout simplement que même à l'intérieur de l'Union européenne il faut enseigner la démocratie et le respect envers l'homme. [...] Dans chaque démocratie, le souverain est le peuple et la meilleure forme d'expression de ce système est le

¹³ Ce coût correspond à environ 15% du budget du PE (d'après les supporters de Strasbourg, à seulement environ 0,13% de l'ensemble du budget européen).

référendum. Et si l'on veut faire passer le traité simplifié à tout prix [...], dont une partie sera la Charte, ce sont les peuples qui devraient se prononcer sur une question si importante » (26).

L'institution devrait être enfin, selon deux euro-enthousiastes et deux euro-réalistes, beaucoup plus transparente car son travail, qui a tant d'impact sur la vie quotidienne de chaque citoyen, ne rencontrait pas encore un écho suffisant au niveau national : « Ces directives, grandes ou petites, se perdent dans le tumulte politique au niveau national. Il est donc décevant qu'il n'existe aucun moyen permanent pour transmettre les fruits de notre travail à l'électorat qui nous élit en fin de compte. Un député européen n'est pas du tout visible, contrairement à un député national » (33). Le PE devrait alors trouver un bon moyen pour faire part régulièrement aux électeurs de ce qu'il fait.

Avenir de l'Union européenne

Les analyses précédentes ont démontré comment les Polonais considéraient leur mandat et le PE. Il importe enfin de découvrir quel serait l'avenir de l'UE à leurs yeux. L'analyse des entretiens montre à nouveau la diversité des jugements.

Un peu plus de la moitié des Polonais (surtout les euro-enthousiastes, plus rarement les euro-réalistes et les eurosceptiques) y étaient optimistes. Ils envisageaient néanmoins quelques freinages et turbulences du fait que « l'Union n'enchaîne pas les succès. Au contraire, elle enchaîne les crises : d'une crise à l'autre. Mais après chaque crise apparaît un moment de réflexion : voulons-nous détruire ce que nous avons construit ? C'était par exemple le cas après le référendum perdu en France et aux Pays-Bas où tout le monde avait l'impression que l'Union n'avait plus de sens et qu'il était temps de rentrer chez soi. Elle fonctionne de la façon suivante : deux pas en avant et un pas en arrière. Ce n'est pas du tout mal qu'elle avance tout doucement parce qu'une progression trop rapide, comme par exemple à la bourse, mène parfois à un krach dont il est difficile de se relever » (24). L'UE se développera alors certainement mais doucement. Elle n'aura d'ailleurs pas le choix. Premièrement, « aucun pays européen, même le plus riche, ne sera en mesure d'être compétitif dans le monde » (43). Aucun pays ne pourra donc se mesurer avec la Chine ou l'Inde... Deuxièmement, « quand l'Europe est partagée, cela finit mal pour elle. Il suffit d'évoquer la Première et la Seconde Guerre Mondiale » (5). De toute façon, il n'y aura pas de raison pour que la situation se dégrade car l'UE « fonctionne très bien malgré des aspirations pour elle et des attentes très élevées » (49). Seulement sa direction n'est pas certaine. Elle pourra être « l'Union des nations qui garderont leurs identités culturelles, linguistiques et historiques, mais en travaillant plus pour le bonheur commun » (10), « l'Union eurafricaine

ou l'Union eurasiatique car la tendance vers l'élargissement et la pression des États voisins augmenteront » (4), en menant ainsi « à une autre nation, à une autre civilisation » (37). Cela dit, même si sa direction est difficile à prévoir, l'UE se développera certainement.

Il faut aussi y ajouter quelques autres euro-enthousiastes et euro-réalistes qui envisageaient une évolution de l'UE bien que sous certaines conditions. D'après les premiers, l'UE aura de grandes perspectives à condition qu'« elle continue à transmettre des valeurs telles que l'attachement à la démocratie, aux droits de l'homme... » (31), qu'« elle continue à lutter contre le terrorisme et une concurrence déloyale, et à soutenir des régions économiquement peu développées, sans pour autant intervenir dans les questions de moralité » (46), que « ses membres ne s'orientent pas vers des accords bilatéraux comme celui concernant le gazoduc entre la Russie et l'Allemagne sous la mer Baltique » (45)... Selon les seconds, l'UE progressera à condition que « ses membres ne travaillent pas au nom de leurs intérêts » (26), qu'« elle ne tende pas à devenir un eurokolkhoze avec une bureaucratie très développée » (17) et qu'« elle apprenne à planifier ses projets à long terme et ne se concentre pas sur des questions peu significatives et controversées » (25). Cela dit, même si les élus ci-dessus ont introduit des conditions, leur position était malgré tout positive.

Une incertitude beaucoup plus significative a par contre atteint trois autres euro-réalistes parce qu'ils avaient réellement du mal à imaginer l'avenir de l'UE. Selon eux, cet avenir n'était pas à prévoir car il existe « une crainte liée à sa disparition » (28), ne serait-ce que du point de vue de « la démographie qui peut la changer en maison de retraite » (34).

Deux euro-réalistes et un eurosceptique ont en revanche montré une attitude plus pessimiste. Certes, ils étaient plutôt certains que l'UE continuerait à exister. Or, « elle se laissera glisser en position inférieure à l'échelle mondiale » (29) car « sa signification et son rôle seront affaiblis par d'autres régions du monde » (35) et « elle entrera dans une phase de crise économique ; certains États, tels que le Royaume-Uni, la Suède, peut-être le Danemark, en partiront individuellement parce que cela ne vaudra pas la peine pour eux d'y rester étant donné que leurs économies fonctionnaient très bien avant leur adhésion » (40).

Quatre derniers eurosceptiques se sont attendus au pire scénario, en prévoyant la fin de l'UE car « elle est fondée sur les assujettissements artificiels des nations » (6) et « les États préféreront des accords bilatéraux » (15). D'ailleurs, le terme « dissolution » n'est pas inconnu dans l'histoire de l'Europe du fait que « la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie ont survécu environ soixante-dix ans, la Belgique a des problèmes... » (22). La dissolution de l'UE pourra cependant avoir plusieurs causes, non seulement liées aux identités nationales : « Comme je connais la vie, il y a de temps en temps des crises : une crise de guerre, une

catastrophe terroriste telle que celle du 11 septembre aux États-Unis, un krach financier, une catastrophe écologique, une inondation terrible, un tremblement de terre, une météorite atteignant la terre... Ce n'est que dans ces moments-là que nous verrons que chaque pays pense à lui-même et non aux autres. C'est donc la vie qui prouvera que les plus importantes loyautés sont nationales et non communautaires. L'Union se résoudra. Il n'arrivera jamais que nous soyons fiers qu'un Européen gagne des sauts à ski, qu'une équipe européenne vainque une équipe américaine au football. Nous resterons fidèles à nos patriotismes locaux. Les identités dans les pays européens sont très profondes » (3). Ces citations prouvent à quel point l'idée de la fin de l'existence de l'UE était ancrée dans l'esprit de leurs auteurs.

Pour que l'UE continue à se développer, il importera en tout cas d'apporter quelques améliorations. Il faudra avant tout l'élargir (seuls quatre eurosceptiques y étaient opposés) car « plus l'Union sera grande, plus elle sera peuplée et plus son potentiel sera important, plus elle aura à dire dans le monde » (24). En d'autres termes, « l'élargissement sera inévitable étant donné la situation globale » (50). En outre, « il faudrait donner une chance aux autres États européens parce que le pire qui puisse arriver à un être humain, c'est de ne pas avoir de perspectives » (16), d'autant plus que celle de l'adhésion « mobilise des forces démocratiques dans les États qui frappent à la porte de l'Union » (44). Cela constituerait d'ailleurs un bon moyen « de réunir toute l'Europe et de mettre de côté toutes les anciennes situations conflictuelles » (10). De plus, « les États qui sont déjà dans l'Union y gagneraient avec l'élargissement » (27). Beaucoup d'élus ont cependant précisé qu'il faudrait choisir une bonne direction (la question de la Turquie s'est avérée la plus problématique¹⁴) et avancer de façon lente, équilibrée, sans toucher à la qualité de l'intégration parce qu'ils étaient conscients que le dernier élargissement, de 80%, était énorme. Il serait donc d'abord nécessaire « que l'Union européenne se consolide, qu'elle construise un solide fondement institutionnel, de programme, financier... Il faudrait au préalable l'approfondir avant de l'élargir parce que l'élargissement a seulement un sens si le fort accueille le faible. Sinon, le faible ne peut pas aider le faible » (1). Il faudrait donc que « l'Union avale le dernier élargissement » (33), que

¹⁴ Seul un quart des Polonais (surtout les euro-enthousiastes et quelques rares euro-réalistes) étaient favorables à l'adhésion de la Turquie à l'UE. La religion islamique ne les gênait pas car la société européenne ne devrait pas être construite sur une base religieuse ou ethnique mais juridico-politique. Les autres Polonais ont par contre expliqué que « la Turquie n'est pas un pays européen car seulement trois pour cent de son territoire se trouve en Europe », qu'« elle occupe toujours l'un des États membres de l'Union et son armée est toujours impliquée dans la politique », qu'« elle n'est pas un pays chrétien », que « sa frontière extérieure deviendrait celle des conflits » et que « son entrée provoquerait l'ébranlement du sentiment d'une communauté des intérêts, de l'histoire, de la culture », « ferait sauter la plupart des politiques communautaires, telles que la politique agricole, la politique structurelle, car l'argent serait principalement envoyé dans ce pays étant donné qu'il serait l'État démographiquement le plus grand de l'Union » et « déplacerait en général le centre de gravité communautaire ». Certains de ces élus ont proposé à la place une coopération privilégiée entre ce pays et l'UE.

« les gens s'y familiarisent » (12) et que « l'opinion publique s'y prépare » (41), d'autant plus que « le dernier élargissement a été accueilli avec des sentiments très partagés, surtout par les citoyens de l'Europe des Quinze. Les élites européennes occidentales n'étaient pas à la hauteur afin de démontrer les avantages de cet élargissement. De ce fait, il y a eu beaucoup de malentendus » (7). L'absence de préparation de l'opinion publique a été d'ailleurs fortement ressentie par les Polonais : « Pendant les deux premières années, on était obligé d'écouter à quel point on a contribué à la crise en Europe qui nous a accueilli trop tôt et sans préparation. C'était très énervant car l'Europe de l'Ouest y a aussi gagné » (46). L'argument selon lequel « on n'était pas très bien préparé » ne devrait par ailleurs pas exister car « dans l'histoire de l'Union, les nouveaux membres n'ont jamais été très bien préparés » (49). De plus, « après la réunification allemande, la République démocratique allemande est automatiquement entrée dans l'Union et personne n'en a rien exigé » (14).

L'UE devra aussi se focaliser sur sa politique énergéico-climatique (d'après presque tous les Polonais) car c'est un défi de temps. Sans énergie par exemple, « il est difficile de produire quoi que ce soit, il est difficile de vivre confortablement » (45). Il faudra donc agir pour qu'« elle soit accessible et relativement bon marché » (8) et qu'« elle vienne de différents endroits, même extérieurs à l'Union, pour ne pas subir de chantages de la part d'un seul fournisseur » (17). Quant au climat, il faudra que « tous les principaux États industriels, c'est-à-dire les États-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Union européenne, élaborent une coopération. L'Union ne peut rien faire toute seule » (1). L'UE ne peut pas à elle seule « limiter dans le monde par exemple les gaz à effet de serre » (19). C'est un sujet très important, même s'« il est très coûteux pour la Pologne qui, comme tous les autres nouveaux États membres, doit se conformer aux normes écologiques très élevées de l'Union » (44). Il sera en tout cas nécessaire de se rendre compte que c'est une question mondiale car pour les poussières et le rayonnement, les frontières entre les pays ne sont pas des obstacles.

L'UE devra notamment penser à son niveau économique (selon la plupart des élus de toutes les orientations politiques) car elle devra faire face à des pays tels que les États-Unis, la Chine et l'Inde. Pour cela, il faudra qu'elle soit concurrente, intégrée et de potentiel plus élevé. Elle ne sera cependant pas performante si « elle n'efface pas l'écart économique existant entre les régions les plus riches et les plus pauvres » (33), si « elle ne supprime pas les barrières internes » (37) et si « les règles pour chaque pays continuent à ne pas être les mêmes, provoquant un protectionnisme » (8).

Il faudra en même temps penser à l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens. Il s'agit de « la politique pro-familiale car l'Europe vieillit » (34), « la possibilité de vivre

correctement » (6), « la possibilité de se développer et de faire en sorte de ne pas gaspiller de talents, notamment grâce aux bourses communautaires comme par exemple Erasmus » (33), « l'égalisation des niveaux de vie entre les États membres » (10), « la protection de la santé » (25), « la suppression du chômage » (18)... Ce dernier point semble avoir constitué un vrai problème pour les Polonais car « certains pays de l'Europe de l'Ouest cultivent un modèle de prospérité où une énorme partie de la société ne travaille pas, et ce pour de nombreuses raisons, notamment parce que les privilèges sociaux sont construits de telle façon qu'ils découragent de travailler et encouragent à sortir du marché du travail » (27). Il faudra aussi ajouter « le commerce des femmes et des enfants car il existe bel et bien dans l'Union. On dit que les Noirs sont battus en Afrique. Cela arrive aussi à l'intérieur de l'Union » (26).

D'autres points ont en revanche attiré (un peu) moins l'attention. Il s'agit de la politique étrangère (selon certains euro-enthousiastes et euro-réalistes), jusqu'alors inefficace (l'UE devra mieux la coordonner, et ce surtout avec les États-Unis et la Russie), de la politique de sécurité (du développement de la paix, de la lutte contre le terrorisme...), de l'immigration (il faudra mieux protéger les frontières extérieures de l'UE car sinon « cette immigration se dispersera dans toute l'Union. En Pologne, cela ne sera pas si facile car ce pays a une spécificité : il est impossible de s'y installer en hiver sur la pelouse sous un palmier car le climat n'est pas le même » (17)) et de la politique agricole (puisque l'UE possède un important terrain agricole, il faudra savoir quelle place elle aura dans le monde).

Conclusion

Il semblerait que, comme quelques travaux sur le PE l'ont déjà observé et contrairement à la plupart des théories des relations internationales, l'impact pro-européen ne soit pas significatif. Non seulement les Polonais ont conservé des attitudes (assez) hétérogènes mais de plus une certaine convergence, suggérant l'absence de changements, s'est maintenue entre leurs réponses et leurs orientations de base. Globalement, les euro-enthousiastes étaient partagés entre la représentation de la Pologne et celle de la Pologne au même niveau que l'UE, encore plus dispersés lors d'un conflit d'intérêts, dans la plupart des cas plutôt satisfaits de leur impact sur le PE, en général très favorables à l'extension de son pouvoir, d'habitude partisans d'autres changements et (très) favorables à l'avenir de l'UE. Quant aux euro-réalistes, ils étaient généralement partisans de la représentation de la Pologne, et l'étaient encore plus lors d'un conflit d'intérêts, tout de même plutôt satisfaits de leur impact sur le PE, presque équitablement partagés entre ceux qui voulaient nettement plus de pouvoir pour lui et ceux qui en souhaitaient davantage mais avec des limites, généralement partisans de plus

d'améliorations et très favorables à l'intégration européenne mais seulement partiellement sûrs de son avenir. Les eurosceptiques étaient en revanche toujours pro-polonais, dans la plupart des cas insatisfaits de leur impact sur le PE, équitablement partagés entre ceux qui voulaient plus de pouvoir pour lui mais avec des limites et ceux qui en souhaitaient beaucoup moins, généralement favorables à plus d'améliorations et à moitié clairement contre l'UE. Les positions y dépendaient en fait de la question, du parti et même du député. Si jamais des effets pro-européens y sont apparus, ils étaient minimes ou ont seulement touché quelques députés, menant les euro-enthousiastes dans une direction encore plus pro-européenne (sauf dans le cas de deux élus touchés par des effets plutôt contraires), les euro-réalistes très légèrement dans un sens plus pro-européen (certains paraissent avoir été déjà plus pro-européens que d'autres en entrant au PE) et les eurosceptiques dans un sens plus anti-européen (à part peut-être dans un cas). Les choix politiques et idéologiques sont en tout cas restés les mêmes.